

Face à la crise climatique - capitalisme, décroissance et écosocialisme

dimanche 30 novembre 2008, par [TANURO Daniel](#) (Date de rédaction antérieure : 26 novembre 2008).

Le changement climatique est bien plus qu'un problème écologique parmi d'autres : l'expression chimiquement pure du fait que l'irrépressible logique capitaliste d'accumulation entraîne l'humanité à détruire l'environnement au sein duquel les civilisations se sont développées depuis six mille ans. Parer le danger n'est possible qu'en réduisant radicalement les émissions de gaz à effet de serre, donc aussi les flux d'énergie et de matières. Les délais sont brefs. L'énormité du défi, l'ampleur vertigineuse des politiques à déployer, l'urgence de leur mise en œuvre et la coïncidence avec la crise économique la plus grave depuis 1929 confèrent subitement un sens très concret à la perspective écosocialiste, à la fois anticapitaliste et antiproductiviste.

Sommaire

- [Un effort herculéen](#)
- [Derrière les déclarations](#)
- [Débattre avec les « décroissan](#)
- [Il ne suffit pas de remplacer](#)
- [Ecosocialisme](#)

La gauche n'a pas accordé l'attention nécessaire au rapport d'évaluation rendu public en 2007 par le Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat (GIEC). Des impressions superficielles quant au bilan décevant de la conférence des Nations Unies à Bali (décembre 2007) ont détourné l'attention des documents préparés par les experts. Or, les conclusions découlant de ceux-ci ont des implications majeures pour tout projet socio-politique - en particulier pour le projet socialiste mondial de satisfaction des besoins humains démocratiquement déterminés.

Les conclusions à tirer du rapport du GIEC peuvent être synthétisées de la façon suivante :

- les pays industrialisés doivent réduire leurs émissions de gaz à effet de serre de 80 à 95% d'ici 2050, en passant par une réduction intermédiaire de 25 à 40% en 2020 (par rapport à 1990) ;
- les pays en développement doivent « dévier substantiellement » (de 15 à 30%) du scénario de référence « business as usual » dès 2020 (2050 pour les pays africains) ;
- les émissions mondiales doivent culminer au plus tard en 2015 et diminuer régulièrement ensuite afin d'être réduites de 50 à 85% en 2050 (par rapport à 2000) ;
- la décroissance des émissions doit se poursuivre au-delà de 2050, jusqu'à suppression totale entre 2060 et la fin du siècle, selon les régions. Des « émissions négatives » (des absorptions de CO₂ atmosphériques) pourraient même être nécessaires à la stabilisation du climat.

Un effort herculéen

Les rapports du GIEC ne formulent pas à proprement parler de « recommandations ». Cependant, il ne fait aucun doute que, parmi les scénarios examinés par les experts, la combinaison de mesures résumées ci-dessus est celle qu'il convient d'adopter si l'on veut lutter sérieusement contre le changement climatique. En effet, c'est la seule qui permette de remplir à la fois deux conditions sine qua non, relatives respectivement à la limitation maximale des impacts socio-écologiques du réchauffement et à la justice Nord-Sud : 1°) maintenir la hausse de température moyenne à la surface du globe entre 2 et 2,4°C ; 2°) agir conformément au principe des « *responsabilités communes mais différenciées* ».

En 1996, le Conseil des ministres de l'Union Européenne s'était fixé pour but de ne pas dépasser 2°C de hausse par rapport à la période pré-industrielle. Le dernier rapport du GIEC ne fait plus état d'un scénario permettant d'atteindre cet objectif. Celui-ci reste pourtant plus que jamais pertinent : c'est ainsi que le tableau récapitulatif des conséquences du réchauffement, dans le rapport 2007, montre clairement que, au-delà de 1,7°C de hausse par rapport à 1780 (+1,3°C par rapport au présent), les impacts risquent de devenir très préoccupants, notamment en termes de pénurie d'eau, de production agricole et de santé humaine [1]. Mais l'accélération du réchauffement est telle qu'il n'est probablement plus possible de ne pas dépasser +2°C... Il est donc impératif d'adopter les objectifs de réduction d'émissions les plus radicaux du GIEC, tels qu'ils figurent ci-dessus, et même de les considérer comme le minimum à atteindre. Ne pas le faire revient à condamner des centaines de millions de pauvres, principalement dans les pays pauvres, alors que leur responsabilité dans le changement climatique est nulle ou insignifiante.

Ceci nous amène à la deuxième condition : le respect du principe des « *responsabilités communes mais partagées* ». Inscrit dans la Convention cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique (CCNUCC, Rio1992), il renvoie au fait que les pays développés sont historiquement responsables à plus de 70% du réchauffement de l'atmosphère dont les pays du Sud sont les principales victimes [2]. Le Nord doit donc non seulement réaliser la plus grande part de l'effort de réduction des émissions, mais aussi aider le Sud à s'adapter à la partie devenue inévitable des changements climatiques et lui transférer des technologies propres, afin que son développement n'entraîne pas une nouvelle dégradation du climat. Il est très important que ces points aient été acquis dans la Convention cadre. Les pays du Sud les défendront farouchement car ils conditionnent leur droit au développement et répondent à une exigence fondamentale de justice dans la gestion de la crise climatique.

Revenons à présent aux conclusions découlant du rapport 2007 du GIEC et arrêtons-nous sur leurs implications. Le gaz à effet de serre le plus important est le dioxyde de carbone (CO₂) et la source la plus importante de ce gaz est la combustion des énergies fossiles (charbon, pétrole, gaz naturel) afin de produire de l'électricité, de la chaleur ou du mouvement. Quatre éléments doivent être ici pris en compte :

(i) l'énergie est la condition de tout travail, donc de toute activité économique ; (ii) la combustion des combustibles fossiles fournit 80% de l'énergie consommée au niveau mondial ;

(iii) comme le montre la figure ci-dessous, la hausse des émissions de gaz à effet de serre est imputable essentiellement aux émissions croissantes de CO₂ fossile du secteur énergétique [3] ;

(iv) les infrastructures énergétiques impliquent des investissements lourds, dont la durée de vie est de 30 à 40 ans. Dans ces conditions, on comprend sans peine que les objectifs de réduction à réaliser en quarante ans pour sauver le climat dans la justice Nord-Sud représentent un effort

collectif sans précédent dans l'histoire des sociétés humaines. Un effort d'autant plus herculéen qu'il doit être réalisé à l'échelle mondiale, dans un contexte dominé d'énormes inégalités de développement.

Derrière les déclarations d'intentions, le désarroi des gouvernements

Le capitalisme est-il capable de relever ce défi ? On peut répondre de façon empirique en constatant (1°) qu'il ne l'a pas fait jusqu'à présent, et (2°) qu'il ne se prépare pas à le faire. Le premier point ne demande pas de longues démonstrations : quarante années se sont écoulées entre les premiers avertissements des scientifiques et la signature du Protocole de Kyoto, qui est ridiculement insuffisant. Le deuxième point est quelque peu obscurci aujourd'hui par une escalade de déclarations politiques ambitieuses qui semblent témoigner -enfin !- d'une prise de conscience de la part des gouvernements. Mais, en y regardant de plus près, on constate qu'il y a loin de la coupe aux lèvres.

Gordon Brown et Barack Obama se sont prononcés récemment pour une réduction de 80% des émissions en 2050, mais cela n'engage pas à grand chose. En effet, si 2050 est terriblement proche à l'horloge du climat, elle est très lointaine à celle de la politique. Dès lors, s'il n'est pas assorti d'un plan concret, l'objectif le plus radical peut n'avoir en pratique qu'une fonction décorative.

Au cours de la campagne présidentielle, le nouveau Président des USA muscla son programme, passant subitement de 60% à 80% de réduction des émissions d'ici la moitié du siècle. Cela lui permit de se différencier de son rival républicain en marquant plus nettement la rupture avec GW Bush. On ne peut que s'en réjouir mais, dans les faits, Washington visera un objectif plus modeste : ramener en 2020 les émissions étatsuniennes à leur niveau de 1990. Un effort non négligeable, certes (-20% environ par rapport au niveau actuel)... mais totalement insuffisant : les Etats-Unis, selon Kyoto, auraient dû, dès 2012, passer 5% au-dessous du niveau de 1990 ; quant au quatrième rapport du GIEC, il devrait inciter les USA à atteindre au moins 40% de réduction des émissions d'ici 2020 [4].

Gordon Brown marchera dans les traces d'Obama : 80% de réduction en 2050. Le locataire du 10, Downing street, n'a tout simplement aucune idée de la manière dont le Royaume Uni pourrait concrétiser cet engagement, selon la presse britannique. Ne lui jetons pas la pierre : personne, parmi les économistes libéraux, ne sait comment procéder. Le groupe de travail III du GIEC a compilé les études « bottom up » portant sur les potentiels économiques de réduction des émissions par secteur [5]. Issus de la science académique, les auteurs ont procédé suivant l'idéologie néolibérale, qui veut qu'il y ait du chômage parce que la main-d'œuvre est trop chère et trop de CO₂ dans l'atmosphère parce que le carbone fossile ne l'est pas assez. Ils ont donc estimé la quantité de gaz à effet de serre dont on pourrait empêcher le rejet pour un coût inférieur à 100 dollars la tonne. En conclusion, l'efficacité écologique n'est pas au rendez-vous : au prix de cent dollars la tonne de CO₂ équivalent, on parviendrait à peine, en 2030, à stabiliser la quantité globale de carbone envoyée dans l'atmosphère au niveau de 2000. Ce n'est pas ainsi que l'économie mondiale parviendra à réduire ses émissions de 50 à 85% en 2050... Faut-il doubler, tripler le prix du carbone ? [6]

Débattre avec les « décroissants »

Le renchérissement des combustibles fossiles ne sauvera pas plus le climat que la modération salariale, depuis trente ans, n'a restauré le plein emploi. Analogie purement formelle ? Non, la raison de fond est la même : l'incapacité du capitalisme à diminuer la production de marchandises

autrement que par des crises périodiques entraînant misère sociale et gaspillage de richesses. Des crises dont le seul avantage - si l'on peut dire - est de diminuer temporairement la pression sur l'environnement. Sauver le climat nécessite une réduction radicale des émissions de carbone fossile. Supprimer le chômage implique une réduction radicale du temps de travail, sans augmentation des cadences ni perte de salaire, avec embauche proportionnelle. Dans les deux cas, c'est la logique capitaliste d'accumulation qui est mise en cause.

Ce point de vue invite la gauche à changer quelque peu son approche du courant dit de la « décroissance ». Sur le plan idéologique, la plus grande méfiance est de rigueur face à certains porte-parole de cette mouvance qui, à l'instar de Serge Latouche, amalgame croissance et développement, puis développement et capitalisme, pour s'en remettre en définitive à la « pédagogie des catastrophes ». Sur le plan scientifique, on ne peut qu'exprimer son scepticisme face au « quatrième principe de la thermodynamique » imaginé par Nicholas Georgescu-Roegen, pour qui l'augmentation de l'entropie (mesure du désordre) serait une caractéristique fondamentale de la vie, et même de la matière. Sur le plan de la perception des réalités sociales, enfin, il s'agit de se démarquer de la démarche unilatérale de ceux qui ne considèrent les salariés que comme des candidats à la surconsommation, complices de la destruction de la planète, et pas comme des producteurs exploités, dont l'action collective est un levier de changement.

N'empêche que les « décroissants » ont raison sur un point important, que les marxistes rechignent à accepter : dans les pays capitalistes développés, la mesure prioritaire pour protéger le climat n'est pas de déployer de nouvelles technologies vertes, mais de diminuer radicalement la consommation d'énergie, et cette diminution implique une décroissance des échanges de matières entre l'humanité et la nature. Quant aux pays du Sud, leur développement doit être d'un autre type que celui des pays du Nord, faute de quoi ils prendront de plus en plus le relais de la destruction du climat. Il ne suffit donc pas de dire : « croissance ou décroissance, ce n'est pas la question ». Le PIB est certes impropre au pilotage d'une politique sociale et écologique, parce qu'il ne prend en compte que la quantité de valeur. Sa décroissance n'entraîne pas plus la soutenabilité écologique que sa croissance ne serait synonyme de progrès social. Mais ce constat ne devrait pas masquer la nécessité de réduire la consommation énergétique. Or, cette réduction n'est pas possible uniquement en supprimant les gaspillages : il faut en plus diminuer les prélèvements de ressources non renouvelables, donc produire moins.

Il ne suffit pas de remplacer les fossiles par les renouvelables

Le défi climatique éclaire bien le problème. Le potentiel technique actuel des renouvelables (solaire sous ses différentes formes et géothermie) équivaut 7 à 10 fois la consommation mondiale d'énergie. Il n'y a aucun doute que ce potentiel est susceptible d'augmenter considérablement avec les progrès des sciences et des techniques. Dans l'abstrait, on peut donc imaginer une mutation énergétique permettant de sortir rapidement de l'ère du pétrole, du charbon et du gaz. Paradoxalement, ce raisonnement fonde à la fois les espoirs des partisans d'un capitalisme vert et les propositions d'une certaine gauche radicale qui ramène simplement la lutte pour le climat à l'expropriation du capital et au remplacement des sources fossiles par des renouvelables. Or, la question est plus complexe, du fait de la combinaison d'échéances très courtes, de réductions terriblement drastiques, et du changement profond qu'implique le passage à un système énergétique basé exclusivement sur les renouvelables.

Précision : on emploie ici le concept de 'système énergétique' au sens large défini par Barry Commoner et développé par Jean-Paul Deléage [7] : le système énergétique d'un mode de production se caractérise par les sources, les convertisseurs, le degré de centralisation et

l'efficacité aux différents niveaux. La source solaire est diffuse et utilisable sous différentes formes qui ne sont pas toutes disponibles dans toutes les régions et requièrent l'emploi de convertisseurs spécifiques (éoliennes, hydroliennes, panneaux thermiques, convertisseurs de biomasse, panneaux photovoltaïques, etc.). In fine, le nouveau système énergétique à construire devra à la fois être géré centralement au niveau des réseaux (ce qui est contraire à la libéralisation frénétique des marchés de l'énergie qui fait rage en Europe et aux USA) et très décentralisé au niveau de l'utilisation des sources, de la consommation et de la maintenance. Il n'est pas exclu que ce système, une fois mis en place et perfectionné par les progrès techniques, se révélera très efficace et ouvrira de nouvelles possibilités de développement. Mais cette vision futuriste ne permet pas de résoudre les problèmes de la transition dans un sens favorable à la fois aux exploités et à l'environnement. Au contraire, la réussite de la transition de leur point de vue requiert la déconstruction de certains éléments du système, ce qui soulève évidemment, pour la gauche, la question cruciale de la reconversion des travailleurs qui y sont employés.

On peut prendre l'exemple des transports, qui est caractéristique et met en évidence l'utilité de la notion de système énergétique en tant que concept global, intégrant l'agriculture (du point de vue qui nous occupe ici, en effet, l'agriculture n'est qu'un ensemble de convertisseurs de l'énergie lumineuse en énergie biochimique). Le secteur capitaliste des transports consomme annuellement 1500 millions de tonnes de carburant. La production d'éthanol et de biodiesel se monte à peine à 20 millions de tonnes. Or, ce chiffre limité suffit à provoquer de graves dégradations écologiques, une vague d'appropriation de terres dans les pays du Sud (combinée à des déplacements forcés de communautés indigènes et paysannes), sans compter une contribution significative à la hausse des prix des produits alimentaires, donc à la malnutrition, aux maladies, etc. Il est évident que cette production massive d'agrocarburants à partir de cultures alimentaires doit être dénoncée et combattue vigoureusement. Secoués par la vague de contestation à ce sujet, les responsables capitalistes annoncent que le problème sera résolu prochainement par la production d'agrocarburants de seconde génération (fabriqués à partir de la cellulose des plantes). Mais les projets concrets d'un géant pétrolier comme BP montrent qu'il n'en est rien [8]. Au contraire, cette nouvelle filière, qui lie agrocarburants et OGM, risque d'avoir des conséquences encore plus redoutables, en particulier du point de vue de la biodiversité et de l'appropriation des écosystèmes.

Ecosocialisme

Dans le monde capitaliste réel, la réponse au changement climatique se décline en fonction des besoins de valorisation des nombreux capitaux concurrents. Or, pour toucher un surprofit supérieur à celui de ses rivaux, chaque entrepreneur cherchera à remplacer du travail vivant par des machines plus productives, d'où découleront des quantités toujours plus importantes de marchandises visant à satisfaire la demande solvable. Cette logique d'accumulation, productiviste, est inséparable du capitalisme. C'est la raison fondamentale pour laquelle le changement climatique représente la quadrature du cercle pour ce mode de production. Il est bien obligé d'y répondre, mais à sa manière, qui impliquera inévitablement de s'en prendre encore plus violemment aux « deux seules sources de toute richesse : la terre et le travailleur » (Marx). Les travailleurs, les paysans et les pauvres du monde sont ainsi pris entre le marteau et l'enclume : le réchauffement dont ils sont et seront toujours plus les principales victimes, et la politique climatique capitaliste qui leur présente la facture d'une transition énergétique orientée en fonction des impératifs de profit.

Dans ce contexte, la perspective écosocialiste prend soudainement un sens très concret. Sauver le climat nécessite une réduction radicale des émissions de gaz à effet de serre, correspondant au minimum aux recommandations du GIEC. Cette réduction à son tour implique une diminution de la surproduction et de la surconsommation de biens matériels dans les pays riches (ainsi que la

suppression pure et simple de secteurs inutiles ou nuisibles, gaspilleurs d'énergie : production d'armes, etc). Indispensable au sauvetage du climat, cette décroissance peut aller de pair avec une amélioration substantielle des conditions d'existence et de la qualité de vie du monde du travail, à trois conditions, qui sont liées : (1°) la reconversion des travailleurs et une réduction généralisée et importante du temps de travail (la demi journée de travail) ; (2°) une redistribution des richesses (les riches moins riches, les pauvres moins pauvres) ; (3°) une remise en cause des rapports capitalistes de propriété, en particulier dans le secteur de l'énergie. C'est peu dire que la réalisation de ces conditions se heurte à des difficultés considérables dans les rapports de forces actuels. Mais l'état d'esprit peut changer rapidement sous les coups de fouet de la crise. On le voit avec la débâcle boursière qui, du jour au lendemain, a remis à l'ordre du jour des revendications comme les nationalisations ou les expropriations. Il y a un espace pour tenter de peser en faveur de plans publics combinant la satisfaction des besoins sociaux et la protection de l'environnement. Aux partisans de l'écosocialisme de l'investir avec leurs propositions.

P.-S.

* Ecrit pour la revue Viento Sur n° 100, décembre 2008.

Notes

[1] Figure RiD.7, page 21 sur <http://www.ipcc.ch/pdf/assessment-r...>

[2] Fig. 2 : <http://www.globalwarmingart.com/wik...>

[3] Fig. 3 page 328 sur <http://www.mnp.nl/edgar/Images/Oliv...>

[4] Pour tenir compte du fait que l'économie étasunienne est deux fois plus intensive en combustibles fossiles que sa concurrente européenne, les USA doivent se trouver dans la partie haute de la fourchette de réductions (-25 à -40%)

[5] Fig. RiD.10 sur <http://www.ipcc.ch/pdf/assessment-r...>

[6] Mille litres de mazout correspondent à 2,7 tonnes de CO₂.

[7] Barry Commoner, « The Poverty of Power. ». JP Deléage et al. « Les servitudes de la puissance ».

[8] Voir sur la toile les polémiques autour de la création de l'Energy Bioscience Institute, fondé par BP sur le campus de l'Université de Berkeley et financé par l'entreprise à hauteur de 500 millions de dollars.